

# L'EDITO

Véronique Lamquin

## IL FAUT OSER RÉFLÉCHIR AU PROJET FRANCOPHONE

**O**n a tout entendu, ces dernières heures. La sortie de Bart De Wever sur le fédéralisme ne serait qu'une tempête dans un verre d'eau, un piège dans lequel les partis francophones et les médias seraient tombés. Certains voient dans cette annonce un simple coup de com destiné à rassurer les nationalistes inquiets, ou à exfiltrer avec élégance un chef de groupe désavoué. Les prochains mois et années diront ce qu'il advient du projet fédéral de la N-VA, en termes de contenu et, surtout, d'adhésion. Mais, dans l'instant, on ne peut ignorer que le premier parti du Royaume annonce qu'il va préparer, jusqu'à la rédaction de textes de loi, la fin de la Belgique.

Ce n'est évidemment pas le projet des partis francophones, tenants du fédéralisme : il est dès lors logique que l'opposition se cabre et que le MR minimise. Mais cette posture de résistance à la N-VA ne peut avoir qu'un temps. Il est plus que jamais nécessaire que les francophones réfléchissent à leur destin. Ne pas le faire parce que la réflexion donnerait raison à Bart De Wever serait une grave erreur.

Si la Belgique est une construction complexe, le paysage institutionnel au sud du pays, où s'enchevêtrent deux Communautés et deux Régions, l'est au moins autant. Ces derniers temps, un consensus semble se dessiner

pour une réforme « intra-francophone ». On parle ici du transfert de compétences mineures – le tourisme, le sport, la santé, la jeunesse, la promotion sociale – de la Fédération Wallonie-Bruxelles aux Régions. Quant aux germanophones, ils grappillent régulièrement de nouvelles responsabilités.

### Cette posture de résistance à la N-VA ne peut avoir qu'un temps

Ces évolutions à la marge ne dessinent cependant pas un projet francophone. Les partis devront un jour oser trancher leur dilemme : ils ne peuvent continuer à diluer leurs forces et leurs moyens dans des entités communautaires et régionales. Et, en réalité, la voie est toute tracée, c'est celle des Régions. Ce sont elles qui doivent être le réceptacle des compétences héritées du fédéral. Faire le choix des Communautés obligerait les Bruxellois à faire allégeance, officiellement, au camp francophone ou néerlandophone ; une sous-nationalité linguistique qui ne correspond en rien aux réalités bruxelloises. Quid, alors, de la solidarité entre Wallons et Bruxellois ? Elle est plus que jamais indispensable, mais n'a pas besoin d'un parlement ni d'un gouvernement francophones pour être garantie. Une Belgique à trois ou quatre Régions ? C'est le chemin que prennent, chacun à leur rythme, sans toujours oser le dire ou se l'avouer, les partis francophones. Ils ont pourtant tout intérêt à oser la discussion, elle serait salutaire pour l'avenir des Wallons et des Bruxellois. Elle leur permettrait aussi d'arriver au scrutin de 2019 avec les idées claires. Au cas où...